

VILLE DE SAINT LAURENT DE MURE

2, Route d'Heyrieux
69720 Saint Laurent de Mure

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Objet de la consultation :

« Fourniture de produits, de consommables et de petits matériels dédiés à l'entretien et au nettoyage des bâtiments communaux »



Cette procédure est intégralement conduite via une plate-forme d'achat dématérialisée, dite « Profil d'acheteur », mise à disposition sur internet, à destination des entreprises candidates. Elle permet l'accès aux marchés et aux documents de consultation et le dépôt des offres par voie électronique, les offres « papier » n'étant pas recevables.

Seul le dépôt physique des échantillons sera autorisé, conformément aux dispositions du règlement de consultation.

AOO n° 2025 0015

Date et heure limites de réception des offres :

10/12/2025 à 12 :00

SOMMAIRE

Article 1 - Définition des prestations	3
Article 2 - Décomposition des prestations	3
Article 3 - Documents contractuels	3
Article 4 – Respect des clauses contractuelles	3
Article 5 - Type de prix	3
Article 6 - Clause de prix promotionnel et temporaire	4
Article 7 – Délai de livraison des prestations	4
Article 8 - Modalités de variation du prix	4
Article 9 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre	5
Article 10 - Contenu des prix	5
Article 11 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes	5
Article 12 - Montant de l'Accord-cadre	5
Article 13 - Mentions des bons de commande	5
Article 14 - Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire	6
Article 15 - Durée de l'accord-cadre	6
Article 16 – Conditions d'exécution des prestations	7
Article 17 – Fiches de données de sécurité	7
Article 18 – Conditionnement	7
Article 19 – Normes, produits à exclure et développement durable	7
Article 20 - Étiquetage	8
Article 21 - Mise à disposition et installation des distributeurs et centrales	9
Article 22 – Méthode H.A.C.C.P.	10
Article 23 - Formation à l'utilisation et l'optimisation des produits	10
Article 24 – Emballage	10
Article 25 – Transport	10
Article 26 – Modalités de livraison	10
Article 27 – Opérations de vérification	11
Article 28 – Admission, ajournement, réfaction et rejet	11
Article 29 – Sous-traitance des prestations	12
Article 30 – Modalités de paiement	12
Article 31 – Forme des demandes de paiements	12
Article 32 – Dématérialisation des paiements	12
Article 33 – Paiement des cotraitants	13
Article 34 – Monnaie de compte de l'accord-cadre	13
Article 35 – Délai de paiement	13
Article 36 – Retenue de garantie	13
Article 37 – Dispositions concernant l'avance	13
Article 38 – Garantie technique	13
Article 39 – Assurances de responsabilité civile professionnelle	13
Article 40 – Règles générales d'application des pénalités	14
Article 41 – Pénalités	14
Article 42 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	15
Article 43 – Résiliation	15
Article 44 – Exécution aux frais et risques du titulaire	16
Article 45 - Protection des données à caractère personnel	16
Article 46 – Attribution de compétence	17
Article 47 – Dérogations	17

Article 1 - Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Fourniture de produits, de consommables et de petits matériels dédiés à l'entretien et au nettoyage des bâtiments communaux

Article 2 - Décomposition des prestations

La présente consultation ne présente pas d'allotissement.

Article 3 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021 ;
- RC
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif estimatif (DQE) ;

Article 4 – Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Maître d'Ouvrage.

Article 5 - Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires résulteront :

- soit du prix indiqué au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- soit du tarif public du titulaire, auquel s'applique la remise consentie pour les fournitures hors BPU. La personne publique se réserve la possibilité de commander sur catalogue, dans la mesure où les articles commandés ne figurent pas au BPU.

Les prix unitaires du bordereau de prix et par défaut ceux proposés dans le catalogue de l'opérateur économique sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le taux de remise hors BPU, renseigné par le titulaire à l'acte d'engagement, reste ferme pendant toute la durée du marché (reconductions comprises).

Article 6 - Clause de prix promotionnel et temporaire

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le titulaire fait bénéficier la personne publique des « prix promotionnels » qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur le tarif promotionnel, par tout moyen lui permettant de donner date certaine, en lui indiquant notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif est alors annexé au marché et son entrée en vigueur ne nécessite pas la passation d'un avenant.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix initiaux (éventuellement révisés) du bordereau des prix unitaires entrent à nouveau en vigueur.

Article 7 – Délai de livraison des prestations

Le délai de livraison des fournitures court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire faite par mail ou via le site internet du prestataire. À noter que si le titulaire ne confirme pas la réception du bon de commande, il sera considéré comme date de réception du bon de commande J+1.

Les délais de livraison sont renseignés par le titulaire à l'acte d'engagement dans le respect du **délai plafond de 8 jours ouvrés**. Ces délais sont contractuels pendant toute la durée du marché. Tout retard quel qu'en soit le motif, devra être signalé au service émetteur du bon de commande.

Prolongation du délai

En complément de l'article 13.3 du CCAG F.C.S, une prolongation du délai de livraison pourra être accordée sur demande expresse du titulaire dûment justifiée et après accord écrit de l'émetteur du bon de commande. Si une commande ou une partie de commande n'est pas livrée dans les délais sur lesquels s'est engagé le candidat, l'Acheteur se réserve le droit de s'approvisionner par défaut dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG FCS, ou d'appliquer des pénalités de retards prévues au présent CCP.

Article 8 - Modalités de variation du prix

Les prix sont réputés fermes la première année et jusqu'au dernier jour de la période en cours. Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG, ils sont révisés à chaque reconduction du marché.

Le titulaire devra préciser, dans sa proposition de révision des prix, le calcul suivant la formule définie ci-dessous et joindre une copie des pages des publications où figurent les indices au mois M0 et au mois de référence pour la révision des prix, ainsi qu'une copie du bordereau des prix à jour avec les nouveaux prix.

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après (lots n°1 et 2).

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient C_n résultant de la formule suivante :

$$C_n = 0,150 + 0,850 (010765172_n / 010765172_0)$$

L'indice 010765172 correspond à : Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 20.41 – Savons, Détergents et produits d'entretien.

La valeur de l'indice 010765172_n est la valeur de l'indice connu à la date de reconduction du marché.

La valeur de l'indice 010765172₀ est celle établie pour le mois d'établissement du prix M₀.

Organe ou support de publication : Insee

Clause de préavis

Le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur sa formule de révision détaillée, accompagnée du nouveau BPU (obligatoirement en format numérique), au plus tard un mois avant la date anniversaire de reconduction du marché à l'adresse mail suivante : csfinances@saintlaurentdeure.org

Passé le 1^{er} jour du mois suivant la date anniversaire, si le titulaire n'a pas communiqué au pouvoir adjudicateur ces éléments, ce dernier est réputé maintenir ses prix jusqu'à la révision effective, sans effet rétroactif.

Cependant, en cas d'absence d'initiative du titulaire et lorsque le coefficient de variation des prix diminue, l'acheteur public se réserve le droit d'intervenir en soumettant le titulaire à appliquer cette baisse.

Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 12% du prix initial (prix non révisé).

Article 9 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG.
Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 10 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, le transport (marchandises franco de port), l'ensemble des taxes, les coûts de reprise en cas de produits non-conformes et/ou défectueux, etc.

Article 11 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande mono attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 12 - Montant de l'Accord-cadre

Pas de **minimum**.

Le montant **maximum** de commandes pour la durée de la période initiale est de **30 000.00 euros HT**.

Les montants minimum et maximum pour chaque période de reconduction sont identiques à ceux de la période initiale.

Article 13 - Mentions des bons de commande

Modalités des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande fondé sur le bordereau de prix unitaires (BPU).

La demande préalable de devis n'est nécessaire que pour les prestations ou articles non présents dans le BPU ou pour toute nouvelle référence proposée par le titulaire.

Les bons de commande indiquent notamment :

- la référence à l'accord-cadre ;
- la désignation des fournitures ;
- la quantité commandée.

Les bons de commande sont signés par : Le Maire de la Ville ou son représentant.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quatre jours à compter de la date de réception de celui-ci, par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG-FCS, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Durée de l'exécution du bon de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée à 30 jours.

Transmission d'un bon de commande

La Commune du Saint Laurent de Mure transmet le bon de commande au titulaire, sous forme électronique. Le titulaire accuse réception du bon de commande.

Article 14 - Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire

L'acheteur public se réserve la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du présent marché dans les hypothèses suivantes :

- Si le titulaire ne parviendrait pas à satisfaire les demandes de prestations qui lui sont faites (indisponibilité totale ou partielle des produits) ;
- Urgence ou imprévu nécessitant un approvisionnement rapide ;
- Contraintes techniques, environnementales ou réglementaires spécifiques non couvertes par l'offre du titulaire ;
- Pour des besoins occasionnels de faible montant ;
- Volonté de recourir à des produits innovants ou mieux-disants sur le plan environnemental ou économique.

Le montant cumulé de tels achats ne pourra pas dépasser 10% du montant maximum annuel du marché. Le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque aucune indemnité.

Article 15 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre commence le **1er janvier 2026** pour une durée initiale de 12 mois, reconductible jusqu'à 3 fois pour des périodes de 12 mois.

Le pouvoir adjudicateur devra impérativement transmettre un courrier de reconduction au plus tard 2 mois avant la date anniversaire du marché pour lancer la période suivante du marché.

En cas d'absence de courrier passé ce délai de 2 mois avant la date anniversaire, le marché sera considéré comme clos.

La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois.

Article 16 – Conditions d'exécution des prestations

Il est rappelé que les articles du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) devront impérativement être identiques aux références des échantillons proposés et validés par la ville sous peine de résiliation du présent marché.

En cas d'indisponibilité d'un article, le titulaire s'engage après accord du pouvoir adjudicateur à assumer la continuité de l'approvisionnement en livrant un article similaire à celui manquant ou défaillant dont le niveau de qualité ne devra pas être inférieur à celui prévu initialement et dont le prix de référence ne devra en aucun cas être supérieur à celui du bordereau des prix ou du/des catalogue(s).

Un représentant du titulaire du marché devra être désigné comme référent pour notamment conseiller, Renseigner, établir des devis, assurer le suivi des commandes et des livraisons, etc...

Le candidat devra fournir un ou des catalogue(s) non exhaustif(s) des produits. Comme pour les articles figurant au bordereau des prix, aucun rythme de commande et aucune quantité minimale ne pourront être imposés à la Ville et aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé pour des commandes jugées de faible importance par le titulaire du marché.

Article 17 – Fiches de données de sécurité

La fiche de données de sécurité est le document réalisé par le fabricant selon les critères énoncés par le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement et du Conseil du 18 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation, et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Le titulaire doit obligatoirement fournir à l'acheteur public, les fiches de données de sécurité dans les cas prévus par la réglementation en vigueur conformément à l'article R. 4411-73 du code du travail suivant le bordereau des prix unitaires.

Ces fiches techniques devront obligatoirement mentionner les conditions d'utilisation et d'entretien des produits ainsi que leur mode d'emploi.

Le titulaire s'engage également à y faire mention, le cas échéant, des conservateurs, parfums et/ou colorants Susceptibles de contenir des substances allergisantes.

Article 18 – Conditionnement

Le conditionnement des fournitures sera précisé dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire devra, pour chaque fourniture, proposer un conditionnement s'approchant au mieux du conditionnement souhaité par l'acheteur public. L'attention du titulaire est attirée sur les difficultés de stockage et de manutention que pourrait rencontrer l'acheteur public en cas de conditionnement inadapté.

Article 19 – Normes, produits à exclure et développement durable

Normes

L'ensemble des fournitures devra être homologué et répondre aux prescriptions imposées par les normes françaises (NF) en vigueur ainsi que les normes européennes. Toute fourniture, article, produit, objet du présent marché devra être conforme aux derniers règlements, lois et décrets en vigueur. Toute matière ou produit incorporé dans la fourniture qui présenterait une quelconque nocivité pour l'usage, devra faire l'objet d'un étiquetage clair, prévenant des risques encourus dans l'utilisation de la fourniture et / ou de leur mauvais stockage. Les normes ou spécifications applicables sont celles qui sont en vigueur à la date de l'acte d'engagement.

Chaque produit devra être fourni avec ses fiches techniques et ses fiches de données sécurité (FDS), conformément à l'article R 231-53 du code du travail.

Conformité aux législations européennes et françaises

Les produits de la présente consultation ainsi que leurs emballages et étiquetages rentrent dans le champ d'application de la législation en vigueur et devront être conformes à l'évolution législative dans ce domaine

pendant toute la durée de l'accord-cadre. Toute modification sur l'un des produits fera l'objet d'une information immédiate.

Produits à exclure

La Ville de Saint Laurent de Mure souhaite appliquer le principe de précaution et exclure d'utiliser des produits considérés comme agents CMR.

La liste complète des CMR est disponible en se rendant sur le lien suivant : <https://www.prc.cnrs.fr/outils/la-liste-des-substances-cmr/>

Les CMR sont les substances chimiques cancérigènes et/ou mutagènes et/ou toxiques pour la reproduction. CNRS – Prévention du risque chimique met à votre disposition la liste des CMR dont la classification est harmonisée au niveau européen. Cette liste est mise à jour périodiquement.

Cancérigènes = (C) : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence.

Mutagènes = (M) : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence.

Reprotoxiques = Toxiques pour la reproduction (R) : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives.

Le titulaire s'engage à ne fournir que des produits respectant, à la date de chaque commande, les normes en vigueur. Il devra tenir compte de l'évolution des normes et informer la personne publique de toute modification les concernant.

Les produits proposés devront minimiser les risques pour la santé et pour l'environnement tant pour le personnel utilisateur que pour les usagers des locaux traités et notamment ne pas dépasser les valeurs limites d'exposition.

Développement durable

La Ville de Saint Laurent de Mure attache une importance particulière aux critères environnementaux, notamment par la prise en compte des eaux usées, la pollution de l'air, l'utilisation de bois provenant de forêts gérées durablement ainsi que le tri et le recyclage des déchets.

La ville souhaite obtenir toutes informations quant à l'origine et aux conditions de travail dans lesquelles ont été fabriqués les produits faisant l'objet de la présente consultation. Ces dispositions ne constituent pas un critère de jugement des offres.

Par ailleurs, le titulaire du marché veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il devra être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS).

Produits labellisés (gamme écologique)

Le titulaire devra proposer des produits labellisés.

Les produits d'entretien mentionnés au BPU sont obligatoirement issues d'une gamme écologique et/ou sans pictogramme : Ecolabel ou similaire.

Article 20 - Étiquetage

De manière générale, les produits devront satisfaire aux règles de sécurité, d'étiquetage et de protection de l'environnement, notamment le règlement (UE) n° 1297/2014 de la Commission du 5 décembre 2014 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ou aux règlements postérieurs.

Article 21 - Mise à disposition et installation des distributeurs et centrales

Avant l'installation de nouveaux distributeurs, le titulaire devra soumettre à l'acheteur public les modèles envisagés et l'accompagner, le cas échéant, dans le choix des distributeurs à installer.

La dépose, la pose et le prêt de distributeurs et centrales de dilution sera sans frais pour l'acheteur public. Il n'y aura pas de facturation à l'encontre de l'acheteur public concernant la mise à disposition du matériel.

La mise à disposition de ces équipements sera gratuite et sans limitation.

Le prestataire devra fournir à l'appui de son offre les fiches techniques de chaque matériel mis à disposition. Ces fiches techniques devront également être mises à disposition de l'ensemble des sites livrés.

 **L'ensemble des distributeurs, doseurs ou centrales devront être mis en place dans un délai de 2 semaines à Compter de la date de démarrage du marché.**

Le titulaire sera tenu de procéder à la reprise de son matériel dans un délai de 20 jours à compter de la date de fin du marché. Au-delà du délai accordé au titulaire, le matériel qui n'a pas été retiré sera réputé appartenir à l'acheteur public qui se réservera le droit de donner le matériel ou de le détruire aux frais du titulaire.

Lot n°1 « Fourniture de produits d'entretien pour les locaux municipaux »

Les principaux sites communaux sont équipés de distributeurs et centrales de dilution mis à disposition par l'actuel fournisseur.

Des distributeurs et des centrales doivent être fournis par le titulaire. Il s'agit :

- de savon liquide ;
- de centrales de dilution pour les produits de nettoyage et des systèmes de dosage ;
- de centrales de désinfection pour office de restauration.
- de distributeurs essuie-main et papier toilette.

A titre indicatif, le besoin exprimé est d'environ 55 distributeurs à savons, 61 distributeurs d'essuies mains, 68 distributeurs papiers toilettes et de 10 centrales. Il ne s'agit là que d'un estimatif non contractuel, le titulaire du lot sera convié à une visite des sites, pour confirmer ces derniers.

Un stock de sécurité de distributeurs (savon, PH, EM) sera mis à disposition de l'acheteur afin de palier aux défaillances éventuelles.

En cas de dysfonctionnement ou de panne du matériel mis à disposition, une intervention impérative sous 72 heures, jours ouvrés, sera attendue de la part du titulaire, sous peine de l'application d'une pénalité fixée à 20€ par jour de retard, par appareil et sans mise en demeure préalable.

Le prestataire indiquera la procédure à suivre pour le déclenchement de cette intervention.

Article 22 – Méthode H.A.C.C.P.

La méthode H.A.C.C.P. concerne l'ensemble du marché et devra être impérativement appliquée par le titulaire. Il s'agit d'une méthode qui permet de prévenir et d'identifier les dangers liés aux pratiques d'hygiène alimentaire.

La définition du protocole respectant la norme HACCP ainsi que le plan de nettoyage des locaux en fonction des configurations de chaque site sera à la charge du titulaire du marché.

Article 23 - Formation à l'utilisation et l'optimisation des produits

A la prise en charge de chaque site, un état des procédures et un projet de plan de nettoyage et de désinfection sera établi avec le responsable du site. Il sera mis en place par le titulaire :

- L'affichage des protocoles par zone de travail dans l'ensemble des locaux municipaux ;
- L'affichage des protocoles par matériel ;
- Les fiches de sécurité des produits utilisés ;
- La formation du personnel utilisateur. Cette formation sera gratuite. Elle a pour objet notamment L'optimisation des produits d'entretien et une sensibilisation sur la bonne utilisation de produits spécifiques.

Une fois par an, à titre gratuit, le ou les titulaire(s) devront proposer au personnel communal une formation sur l'utilisation des produits d'entretien et du petit matériel si nécessaire.

Ces formations seront réalisées de préférence sur site, à une date convenue avec l'acheteur public. En cas d'impossibilité de se déplacer sur site, la formation pourra être réalisée à distance en visio-conférence. Cette solution doit cependant rester exceptionnelle.

Article 24 – Emballage

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages sont conservés par le pouvoir adjudicateur.

Article 25 – Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port (sans minimum d'achat).

Article 26 – Modalités de livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison devant comporter Notamment :

- Le nom de l'identité émettrice du bon de commande Ville,
- Le numéro du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- L'identification du titulaire,
- L'identification et la quantité des fournitures livrées par le service.

CTM
<p>Adresse : Centre Technique Municipal</p> <p>2, Rue de l'Ancien Lavoir 69720 St Laurent de Mure</p> <p>Téléphone : 04 72 48 61 27</p>
<p>Jours et horaires de livraison : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h</p>

Toutefois, cette liste n'est pas limitative et d'autres sites pourront faire l'objet de livraison sur la Commune.

De toute évidence, chaque bon de commande indiquera l'adresse de livraison. Les livraisons intervenant en dehors des horaires et jours indiqués ci-dessus ne seront pas réceptionnées.

Le livreur devra déposer la marchandise dans les locaux déterminés par les agents sur place. Le bon de livraison devra être daté, signé par la personne ayant réceptionné la marchandise. Une copie sera remise au livreur.

Le déchargement des camions est effectué exclusivement par le personnel de l'entreprise.

Les palettes ne seront pas facturées et devront être récupérées au plus tard le lendemain de la livraison.

Article 27 – Opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps dans les conditions prévues à l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

- ✚ En ce qui concerne les vérifications quantitatives : Les opérations de vérification seront faites dans un délai de 5 jours suivant la date de réception des fournitures.
- ✚ En ce qui concerne les vérifications qualitatives : Elles seront opérées par le service qui réceptionne les articles. En cas d'erreur, une nouvelle livraison sera demandée.

Si la personne ayant réceptionné les fournitures constate notamment que celles-ci ne sont pas conformes aux stipulations du présent marché, qu'elles sont impropres à l'utilisation ou ne correspondent pas à la commande du service concerné, elle pourra mettre en demeure (par mail ou sur la plateforme de gestion des commandes) le titulaire :

- de reprendre les fournitures qui ne correspondent pas aux conditions du marché,
 - de compléter la livraison et/ou remplacer tous ou parties des fournitures, au plus tard, et de façon impérative, dans un délai de 7 jours, à compter de la demande et sans frais,
 - de réaliser la prestation contractuelle conformément aux dispositions prévues.
- Les frais afférents (frais de manutention, de port, main d'œuvre ...) engendrés par des prestations non conformes s'effectueront aux frais du titulaire du marché.

Article 28 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Article 29 – Sous-traitance des prestations

Par application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance n'est pas autorisée.

Article 30 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués à réception de chaque facture relative à un bon de commande exécuté.

Article 31 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi. Elle mentionne aussi la référence du marché (numéro et objet) et le détail des prix unitaires.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Article 32 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus

Afin de déposer vos factures sur le portail Chorus, il suffit de vous munir uniquement de notre identifiant (n° SIRET) suivant : 216 902 882 000 10

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Elles devront notamment indiquer :

- le numéro du marché ;
- les prix unitaires hors taxes (faisant apparaître clairement la ligne de prix du BPU) ;
- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire...)

Article 33 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 34 – Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 35 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 36 – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 37 – Dispositions concernant l'avance

Aucune avance n'est prévue.

Article 38 – Garantie technique

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 39 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 40 – Règles générales d'application des pénalités

Les pénalités pourront être précomptées sur les acomptes versés par l'acheteur.

Le titulaire déduit des sommes dues par le pouvoir adjudicateur le montant de toutes les pénalités. Dans le cas contraire, la demande de paiement sera refusée et il sera demandé au titulaire de corriger sa demande. La demande de paiement ne comprenant pas l'indication et la déduction des retenues et pénalités sera considérée comme non conforme et refusée.

La personne publique peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

Les pénalités mentionnées sont cumulables. Les sommes sont exprimées hors taxe, les pénalités n'étant pas assujetties à la TVA. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées par le Maître d'Ouvrage sur simple constat et sans mise en demeure préalable. Toutefois, les manquements seront constatés par un rapport écrit notifié au titulaire par courrier ou courriel.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'obligation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité. L'application et le paiement des pénalités ne libère donc pas le titulaire de l'exécution de ses obligations.

La ville se réserve également la possibilité d'appliquer ou non les pénalités listées ci-dessous.

Article 41 – Pénalités

Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, à défaut d'avoir effectué les livraisons dans le délai maximal fixé par le titulaire à l'engagement ou à défaut au-delà du délai plafond fixé, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, dès le premier jour de retard, une pénalité journalière fixée à 3 % du montant TTC de la commande.

Ce retard s'entend notamment en cas de retard total ou partiel de livraison, de perte, d'erreur dans l'adresse de livraison du fait du titulaire, etc...

Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 20 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Exonération des pénalités de retard

Les pénalités ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité, comme prévu à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Les pénalités sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Mise en œuvre des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées par simple constat du retard par l'acheteur et sans mise en demeure préalable de l'opérateur économique et calculées en jours calendaires.

Pénalités diverses

	Modalités	Sanctions encourues HT
Non-respect de consignes particulières du Cahier des Charges ou manquement quelconque à une des dispositions du marché, en dehors des cas prévus	Par manquement	30 €
Non-conformité des fournitures aux prescriptions du BPU ou à la documentation	Par constat. Outre l'application de la pénalité le titulaire devra remédier au changement du produit.	20 €
En cas de produits commandés par la ville mais manquants lors de la livraison, excepté si noté « en reliquat ».	Par constat	20 €
En cas de dysfonctionnement ou panne du matériel mis à disposition	Comme mentionné précédemment, le titulaire devra assurer une intervention impérative sous 72 heures	20€ par jour de retard, par appareil et sans mise en demeure préalable.

Article 42 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire de l'accord-cadre qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation de l'accord-cadre. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans ladite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 20 % du montant initial de l'accord-cadre, sans pouvoir excéder 225 000 euros (45 000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375 000 euros (75 000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 43 – Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS sur la résiliation, sous les réserves suivantes :

Conformément au code de la commande publique et par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, ni mise en demeure préalable :

- lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été

reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.

- lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché public pour motif d'intérêt général par l'acheteur public, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Article 44 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 45 - Protection des données à caractère personnel

Obligations générales

À compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

Exercice des droits des personnes

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

Sort des données

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

Article 46 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Lyon est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre. Il peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Article 47 – Dérogations

L'article 8 - Modalités de variation du prix déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS.

L'article 13 - Mentions des bons de commande déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 15 - Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

L'article 24 - Emballage déroge à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS.

L'article 40 - Règles générales d'application des pénalités déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 41 - Pénalités déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 43 - Résiliation déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.